



Franceinfo

Une rentrée “de la réalité” selon la ministre ? Témoignons de la vérité et des luttes du terrain!



5 sept 2016



10 septembre

- Edito** page 2 • **Second degré : rentrée sous tensions** page 3 • **Premier degré : mutations problématiques** pages 4 • **Education prairiale et lycée** page 5
• **Pratiques douteuses** page 6 • **Retraités maltraités** page 7 • **Voeu au CDEN du 10/10/2016** page 8



Tout va mieux...

En attendant l'heure des bilans

Il y a deux ans la ministre de l'Éducation nationale niait les problèmes de remplacements: "... nous veillons à ce que tous les enseignants absents soient remplacés. Vous allez toujours me trouver un cas, mais..."

Qui a pu le croire?. Il aura fallu trouver des centaines de professeurs d'espagnol par exemple. Pas assez de lauréats aux concours. L'administration est passée comme d'habitude par Pôle emploi et Le Bon Coin, avant de se tourner vers les ambassades d'Amérique latine...

On n'évoquera pas les disciplines "traditionnellement" déficitaires, ni les élèves n'ayant pas cours depuis la rentrée...

Les moyens envisagés aujourd'hui sont un recyclage de mesures qui ont prouvé leur inefficacité. Quant à l'extension des zones de remplacement pour le premier degré, elle ne va pas dans le sens d'une amélioration : la multiplication des contraintes, la traversée difficile de certains départements vont être un nouveau frein aux recrutements. Il s'agit moins pour le moment de remplacer que de recruter (cf. tableau p. 6).

Rentrée sociale et bilans

Dès le mois de septembre, les mobilisations ont été nombreuses: Loi El Khomri, Education, retraites, précarité dans la fonction



publique...La période préélectorale est l'occasion de bilans.

Le CICE -crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi- signé en 2013, promettait, en échange de 20 milliards par an de réduction d'impôts pour les entreprises, la création d'un million d'emplois, confirmée par le patron du MEDEF Pierre Gattaz.

Nous en sommes aujourd'hui à un total de 48 milliards! Et moins de cent mille emplois ont été concernés. Le coût de chacun est donc exorbitant.

Quelle contrepartie?Aucune. Pas d'investissements ni de recherche. En revanche, les marges des entreprises et les sommes versées aux actionnaires ont explosé. Bonne nouvelle: la France est sur le podium mondial, troisième avant des pays pourtant montrés comme des symboles du capitalisme sauvage, les Etats-Unis par exemple.

Le bilan étant mauvais, le dispositif est reconduit : on peut certainement faire mieux que 11% de progression...

La baisse du niveau de vie des retraités est sou-

lignée par les neuf organisations syndicales qui ont appelé à la manifestation du jeudi 29 septembre. En un an, quarante mille retraités pauvres de plus sont recensés! Plus d'un million au total...

Seuls les mauvais esprits feront le lien entre les deux paragraphes. Les mêmes verront la criminalisation systématique des activités syndicales, la nécessité de l'union, de la solidarité et de la lutte. Et seront donc à nos côtés.

Marie-Pierre Carlotti

